

Publié le 15 octobre 2021

OTAN : en sortir ou pas ?

La perte humiliante du contrat des sous-marins a provoqué en France une indignation légitime. Des voix s'élèvent pour demander que notre pays, en représailles, se retire du commandement intégré de l'OTAN. Ce n'est pas si simple...

Dans un discours devenu célèbre, le Président tunisien Bourguiba s'était moqué des Palestiniens, qui voulaient boycotter l'Allemagne, au motif que celle-ci refusait de reconnaître l'Autorité palestinienne. Il leur avait dit : «Vous me faites penser au mari qui dit à sa femme : “Puisque tu me trompes, pour te punir, j'ai décidé de me couper le sexe”».

Cette anecdote amusante – et pleine de bon sens – illustre bien le fait que la réponse outragée à une offense, même légitime, est la pire des réponses, si elle revient à se «couper le sexe», c'est-à-dire à augmenter son impuissance. Si l'on fait cela, on perd deux fois. En politique étrangère, plus encore qu'ailleurs, l'important est de savoir comment on doit jouer sa partie d'échecs, et comment utiliser au mieux la configuration du moment, positive ou négative, pour en sortir avec le plus de profit. Et, parallèlement, il faut faire le choix de sa stratégie, décider où on veut aller à long terme, et pour quoi faire.

Une vision à long terme

Dans le cas présent, ce que l'on doit se dire d'abord, c'est que la perte de ce contrat nous donne paradoxalement un avantage. En effet, elle justifie le fait que nous prenions, en «légitime» réparation, une position forte, ou bien que nous exigions quelque chose en retour. Cela ne veut pas dire que nous obtiendrons ce que nous voulons, mais seulement que nous disposons, du fait de l'offense, d'un certain «droit moral» pour «réparer l'offense», dont nous pouvons nous servir.

En ce qui concerne notre stratégie, deux choix s'offrent à nous : l'un consiste à sortir de l'OTAN (mais pour faire quoi ?), l'autre consiste à y rester (mais pour y devenir quoi ?). Examinons les choses :

Le fait de sortir de l'OTAN¹ aurait certainement un inconvénient, celui de nous isoler par rapport à nos partenaires européens, mais aussi un avantage, celui de nous «libérer» (en partie...) de l'emprise américaine et de mieux nous positionner comme un pays «non aligné». Cela pourrait en particulier nous permettre de nous rapprocher des Russes, et aussi des Chinois. Si l'on peut penser que les Chinois seraient ravis de «planter une banderille» sur le «front» occidental anti-chinois en cours de construction, qu'en serait-il des Russes ?

1 - Ou plutôt du commandement intégré.

Même si Poutine est un ultra-pragmatique qui, de plus, se garde bien d'exploiter une «veine» politique anti-occidentale², ce qu'il pourrait facilement faire, notre stupide suivisme³, consistant sans arrêt à humilier ce pays pour complaire à l'Amérique et à nos bonnes âmes progressistes, a forcément laissé des traces, que nous risquons fort de devoir payer un jour. En Europe, la Russie a clairement choisi l'Allemagne comme partenaire, en signant les deux contrats North Stream⁴. Comptons-nous encore pour eux ? On peut penser que, malgré tout, ce serait le cas, mais il faudrait certainement le vérifier, avant de foncer tête baissée dans un processus de sortie de l'Alliance atlantique.

L'Afrique, enjeu capital

Et qu'aurions-nous à leur proposer ? Un dossier nous vient évidemment à l'esprit : c'est l'Afrique. En effet, on voit bien que l'Afrique sera «la grande affaire» du siècle en cours. Avec sa démographie, ses matières premières, ses bas salaires, le fait qu'elle a besoin de tout, et sa proximité des marchés riches que nous sommes, l'Afrique est exactement, pour nous, l'opportunité extraordinaire qu'il ne faut pas rater si nous voulons nous redresser, sortir du marasme dans lequel nous sommes. Une chance, nous y sommes déjà, et au meilleur endroit, au Sahel, qui commande la sécurité de l'Afrique tout entière, alors que tous les autres, Russes, Américains, Chinois, Marocains, Turcs, et même les monarchies du Golfe par djihadistes interposés, cherchent à y entrer et à s'y imposer. Et alors que les Africains, en général, les détestent, et qu'ils ne parlent, mis à part les Marocains, même pas leur langue, le français...

Deux remarques doivent accompagner cette réflexion :

- La première, c'est que nous nous débrouillons «comme des manches». En effet, quels que soient les griefs que nous pouvions avoir contre le jeune Président malien Assimi Goïta, était-ce la bonne réponse, dans une telle configuration, que de lui dire «Si vous ne faites pas ce qu'on vous dit, on s'en va», au moment même où tous les concurrents frappent à la porte ? À moins qu'il ne soit une mauviette – ce qu'à l'évidence il n'est pas –, il était prévisible qu'il nous dirait «chiche⁵ !». Le résultat, c'est que, comme le disent aujourd'hui les Maliens en riant : «Avant, la France nous sifflait, et le Président du Mali se précipitait à Paris, maintenant, c'est le Mali qui siffle, et c'est la Ministre française des Armées qui vient à Bamako⁶».
- D'autre part, «l'opération Montpellier», montée par Emmanuel Macron pour prétendument «dialoguer avec la jeunesse africaine⁷», dans le but inavoué de grappiller quelques voix de banlieues pour sa future présidentielle, a un triple effet très négatif : d'abord, il s'humilie

2 - Parce qu'il ne tient surtout pas à se fermer la porte d'un «retour» vers l'Occident, si ses alliances avec la Chine venaient à tourner au vinaigre, et parce que le développement du commerce vers l'Ouest l'intéresse toujours.

3 - Comme par exemple notre refus, en 2015 et en 2020, de nous rendre à Moscou, pour les cérémonies des 70 et 75 ans de la Victoire du 8 Mai 1945 (quel affront !), ou bien notre refus de livrer aux Russes, en 2015, les frégates Mistral...

4 - Voir [«La Russie sort du tunnel»](#), dans la SRP du 25 juin 2021.

5 - Voir [«Menace de retrait des troupes françaises du Mali : que faut-il en penser ?»](#) dans la SRP du 9 juillet 2021.

6 - Voir rfi.fr.

7 - Voir sommatafriquefrance.org.

devant un jeune public hostile, qui le tance : «Allez-vous enfin demander pardon⁸ ?», l'obligeant, en retour, à des contorsions sémantiques pour paraître accepter sans accepter. Ensuite, cette opération est montée par-dessus la tête des dirigeants et de la classe politique africaine, ce qui ne peut que leur déplaire souverainement. Enfin, ces leçons données par la France, qui «convoque» les jeunes Africains sur son sol, ne seront perçues que comme une manifestation de «colonialisme» supplémentaire... À l'évidence, il faut aujourd'hui «changer de braquet» : changer notre regard, nos méthodes, notre niveau d'ambition.

- L'autre remarque, c'est que nous sommes trop petits pour le «projet» africain. Si nous voulons exploiter, avec les pays et les peuples africains, toutes les opportunités que le continent peut nous offrir, nous ne serions pas trop de trois, les Russes, les Chinois et nous, pour le réussir. Nous «sommes de là-bas», quoi qu'on en dise, puisque nous avons l'amitié et l'Histoire commune avec l'Afrique, la connaissance des mentalités, la présence politique, militaire, commerciale, culturelle et sociale, les réseaux indispensables⁹ et, *last but not least*, la langue ! Les Russes peuvent apporter, sur le plan sécuritaire, et à condition de nous entendre, des compléments que nous n'avons pas ; les Chinois disposent de possibilités de financements sans commune mesure avec les nôtres. Et si les accords sont difficiles, l'expérience récente nous a montré que cela ne serait pas pire que de nous allier aux Américains, aux Anglais ou aux Allemands... Ils n'auraient rien à nous reprocher concernant une telle alliance.

Trouver le bon *timing*

En Asie, les choses seraient plus compliquées, surtout si la tension USA/Chine continue à monter. Sortir de l'OTAN, au moment même où la guerre risque d'être déclarée, ne serait peut-être pas le meilleur «*timing*». Par contre, la sortie, qui fragiliserait sans aucun doute l'OTAN, au moment où l'Amérique se retire d'Afghanistan¹⁰, pourrait être «monnayée» auprès des Chinois contre un engagement de leur part de baisser la tension, afin de les aider à sortir d'une stratégie belliciste qui se présente, de plus en plus, comme une impasse¹¹. Nous jouerions ainsi notre rôle «d'intermédiaires pour la paix», en nous servant de notre légitimité maritime dans le Pacifique.

Si nous décidons, au contraire, de rester dans l'OTAN, il faudrait, là aussi que nous y trouvions nos avantages. D'abord, il faudrait que nous nous entendions avec les Américains pour qu'ils nous replacent, contre le renouvellement de notre «amitié», malgré l'affront, au cœur et à la direction d'une future défense européenne. Nous pouvons penser qu'ils ont envie de se désengager, pour se recentrer vers le Pacifique. C'est ce que tous les mouvements récents montrent. Nous sommes les seuls à pouvoir assumer cette tâche, les Anglais étant sortis de l'Europe, et les Allemands ne pouvant tenir un rôle explicitement militaire. Nous pouvons penser que les Polonais, les Baltes et les Allemands seraient réticents à une telle architecture. Mais si les Américains leur disent «*we go back home now*», quelle alternative auraient-ils ? Il conviendrait d'explorer cette piste.

8 - Voir sur [Youtube](#).

9 - Si l'on voulait bien se décider à se défendre, il ne serait pas difficile de le faire, tant concernant les accusations d'esclavagisme, que de colonialisme, ou de «Françafrique».

10 - Voir «[Afghanistan : le changement des fondamentaux géopolitiques](#)» dans la SRP du 24 septembre 2021.

11 - Voir «[La Chine entre expansion et déclin](#)» dans la SRP du 4 février 2021.

Il faut remarquer qu'une telle option stratégique ne nous fermerait pas la porte de l'Afrique, bien au contraire, mais nous permettrait de consolider notre position avec d'autres partenaires : nos partenaires européens et américains.

Par ailleurs, dans le Pacifique, nous avons montré que, paradoxalement, la «reprise» par les USA du contrat français est une erreur stratégique, qui les fragilise, ainsi que leurs partenaires. En plus, c'est une impasse pour l'Australie, qui a peut-être perdu pour toujours la maîtrise de ses propres bateaux. Un comble¹².... Y aurait-il, pendant les 18 mois que durera la déclaration d'intention australo-américaine et contre un renouvellement de notre «fidélité» au camp occidental, une possibilité d'entrée dans l'AUKUS, et la récupération d'une partie du contrat ? Tout cela peut être exploré, sans précipitation.

Allons, il y a beaucoup à faire, changer de femme, peut-être, ou nous imposer finalement auprès de notre «légitime», plutôt que de nous «couper le sexe»...

François Martin

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr

12 - Voir [«Du rififi à Canberra»](#) dans la SRP du 8 octobre 2021.